



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Les Salins de Bregille

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Les Salins de Bregille

7 Chemin des Monts de Bregille Haut - 25000 BESANCON

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Les Salins de Bregille

7 Chemin des Monts de Bregille Haut - 25000 BESANCON

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée générale de l'association Les Salins de Bregille,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Les Salins de Bregille relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Dijon, le 19 mai 2025

KPMG SA

Sophie Py

Associée

B I L A N (en €EUROS)

ACTIF		EXERCICE 2024			EXERCICE 2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS A DEDUIRE	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCOPORELLES				
	Frais d'établissement.....			-	-
	Frais de recherche et de développement.....			-	-
	donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires.....	787 186	731 001	56 185	94 708
	immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes versés sur commande d'immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains.....	814 649		814 649	814 649
	Constructions.....	48 334 291	31 784 484	16 549 807	17 717 131
	Installations techniques, matériel et outillage	9 145 300	5 827 259	3 318 041	2 787 519
	Autres.....	4 547 552	3 453 385	1 094 167	1 311 114
	Immobilisations corporelles en cours.....	1 931 610		1 931 610	849 374
	Avances et acomptes	12 570		12 570	2 407
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (1)				
ACTIF CIRCULANT	Participations et créances rattachées			-	-
	Autres titres immobilisés	1 407 173		1 407 173	397 512
	Prêts	1 553 637		1 553 637	1 470 852
	Autres	996 385	988 425	7 960	8 000
	TOTAL I	69 530 353	42 784 555	26 745 798	25 453 266
	STOCKS ET EN-COURS	311 645		311 645	305 381
	Avances et acomptes versés sur commandes	8 258		8 258	6 818
	CREANCES				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 706 528	2 961	2 703 566	1 488 588
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	699 775		699 775	848 210
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	20 926 939		20 926 939	19 559 316
	Instruments de trésorerie				
	DISPONIBILITES	3 875 245		3 875 245	5 621 376
	Charges constatées d'avance	146 770		146 770	159 162
	Produits à Recevoir				
	TOTAL II	28 675 160	2 961	28 672 198	27 988 850
	Frais d'émission des emprunts (III)				
	Primes de remboursement des emprunts (IV)				
	Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		98 205 512	42 787 516	55 417 996	53 442 116

B I L A N (en €uros)

PASSIF		EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
CAPITAUX PROPRES	FONDS ASSOCIATIF SANS DROIT DE REPRISE		
	Subventions d'investissement non renouvelables.....		
	Autres.....		
	Fonds propres statutaires	503 682	503 682
	Fonds propres complémentaires		
	FONDS ASSOCIATIF AVEC DROIT DE REPRISE		
	Subventions d'investissement à caractère de dotation.....		
	Autres.....		
	Fonds statutaires		
	Fonds propres complémentaires	44 827	44 827
	Ecart de réévaluation		
	RESERVES	28 136 524	27 167 717
	Excédents affectés à l'investissement.....		
	Réserve de trésorerie.....		
	Réserve de compensation.....		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	28 136 524	27 167 717
	<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	13 275 575	12 808 928
	REPORT A NOUVEAU (1).....	- 4 696 239	- 4 361 500
	<i>Dont report à nouveaux des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	762 980	231 631
	RESULTAT	1 145 834	634 068
	<i>Dont résultats des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	- 195 422	- 64 702
	SITUATION NETTE (sous total)	25 134 628	23 988 794
	Fonds propres consommables		
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	5 877 811	5 908 080
	PROVISIONS REGLEMENTEES :	1 026 114	1 071 763
	Différences sur réalisations d'éléments d'actif.....	336 710	382 359
TOTAL I		32 038 554	30 968 637
Fonds reportés liés aux legs et donations			
Fonds dédiés		1 482 946 (1)	1 532 247
TOTAL II		1 482 946	1 532 247
Provisions pour risques		1 618 189	1 145 962
Provisions pour charges		4 141 378	4 110 597
TOTAL III		5 759 568	5 256 559
(1) Dont excédents affectés au financement de mesures d'exploitation (P.S.P.H.).....			
DETTES	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires.....		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	3 867 537	4 479 846
	Emprunts et dettes financières divers.....	56 428 (1)	64 760
	REDEVABLES CREDITEURS		
	Avances reçues.....	4 396 (1)	
	Avances reçues des clients (CAT).....		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés.....	3 624 536	3 734 821
	Dettes des legs et donations		
	Dettes fiscales et sociales.....	7 581 584	6 597 463
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés.....	389 708 (1)	471 317
	Autres dettes.....	542 038	270 831
COMPTES DE	Produits constatés d'avance.....	70 702	65 635
REGULARISAT.	TOTAL IV	16 136 929	15 684 673
Ecart de conversion passif (V).....			
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		55 417 996	53 442 116

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE 2024

prestations réciproques retraitées

INTITULES	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
<u>PRODUITS D'EXPLOITATION</u>		
Cotisations	720	640
Ventes de marchandises et services		
Ventes de bien		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
<i>Dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
Ventes de prestations de services	4 050 123	3 897 463
<i>Dont parrainages</i>		
<i>Dont ventes de prestatons de services relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	298 257	279 285
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	52 220 025	49 380 467
<i>Contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	22 585 832	21 411 016
Versements des fondateurs ou consommation de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	9 255	63 500
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	18 279	52 880
Reprises sur amort, prov, transferts de charges	1 160 764	1 303 615
Utilisation des fonds dédiés	112 140	128 248
Autres produits	68 073	86 467
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	57 639 379	54 913 279
<u>CHARGES D'EXPLOITATION</u>		
Achats de marchandises	2 110 995	2 036 731
Variation de stock	- 9 000	- 33 858
Autres achats et charges externes	8 246 956	7 220 286
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	3 714 619	3 562 654
Salaires et traitements	27 062 501	26 881 069
Charges sociales	11 646 877	11 213 969
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 792 630	2 728 371
Dotations aux provisions		
Dotations aux provisions pour risques et charges	1 642 693	1 293 749
Report en fonds dédiés	62 839	68 426
Autres charges	167 295	153 200
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	57 438 405	55 124 598
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	200 974	- 211 319

INTITULES		EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
<u>PRODUITS FINANCIERS</u>			
De participations			
D'autres val. Mobilières et créances d'actif		7 894	9 437
Autres intérêts et produits assimilés		689 033	538 951
Reprises sur dépréciation, provisions et transferts de charges			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de val. Mob. de placement			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		696 927	548 389
<u>CHARGES FINANCIERES</u>			
Dotations aux amortissements et aux provisions			
Intérêts et charges assimilées		45 232	47 495
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cession de valeurs mobil. placement			
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		45 232	47 495
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		651 695	500 894
<u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u>			
Sur opérations de gestion		3 862	
Sur opérations de capital		502 704	454 792
Reprises sur provisions et transferts de charges		45 648	17 184
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		552 215	471 976
<u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u>			
Sur opérations de gestion		33 805	81 172
Sur opérations de capital			
Dotations aux amortissements et aux provisions		54 302	22 498
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		88 106	103 670
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		464 109	368 306
PARTICIPATION DES SALAIRES AUX RESULTATS VII			
IMPOTS SUR LES BENEFICES VIII		170 943	23 813
TOTAL DES PRODUITS I+III+V		58 888 520	55 933 644
TOTAL DES CHARGES II+IV+VI+VII+VIII		57 742 686	55 299 576
EXCEDENT OU DEFICIT		1 145 834	634 068
<i>Dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion</i>		<i>- 195 422 -</i>	<i>64 702</i>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuites de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Objet social et description de la nature et du périmètre des activités

L'objet social est défini dans les statuts de la manière suivante : « participer à l'action sanitaire et sociale de la Nation, en apportant son concours plus particulièrement dans le secteur de l'Enfance, de l'Adolescence déficiente et des personnes âgées ».

Nature et périmètre des activités réalisées

En 2024, la nature des activités réalisées par l'Association Les Salins de BREGILLE concerne :

- Les enfants et adolescents (directement ou indirectement) au travers de ses établissements médico-sociaux :

- EEAP à Hyères et Besançon
- SESSAD à Hyères et Besançon
- IEM à Hyères
- CRDV à Besançon
- ERHR à Besançon
- DITEP à Besançon
- Réseau HANDIMÔMES à Hyères et Marseille

Mais aussi ses 3 établissements sanitaires : centres de rééducation et de réadaptation fonctionnel (CRRF) à Besançon, Hyères et Marseille.

- Les adultes, pris en charge par la MAS et le DSAD à Hyères et ses 2 établissements sanitaires CRRF à Besançon et Hyères.
- Les personnes âgées accueillies dans la résidence autonomie à Besançon.

A. Faits caractéristiques de l'exercice et évènements post- clôture

Eléments significatifs de l'exercice

Les secteurs médico-sociaux « enfants » (Secteurs médico-sociaux de BFC et PACA) ont enregistré des tensions sur le recrutement de leur professionnel obligé de passer par les cabinets de recrutement et société d'intérim.

En 2024, les dotations globales prévues dans les CPOM n'ont pas été remises en cause.

Des crédits non reconductibles complémentaires ont été attribués pour un montant de 109 560€ :

- Appui exceptionnel aux ESMS
- Qualité de vie au travail
- Gratifications de stage
- Formation
- Situations critiques ou complexes

Pour les secteurs sanitaires (CRRFB, IRFPO et UPPM), des financements additionnels attribués par l'ARS ont été octroyés (Sur le CRRFB crédits relatifs à l'investissements).

Des crédits non reconductibles ont été alloués en 2024 pour faire face à certaines dépenses ayant un impact sur le résultat, le montant alloué 1 907 689€ :

- Simulateur de conduite automobile
- Assistance robotisée
- Balnéothérapie
- Accompagnement performance – pilotage de l'impact des nouvelles mesures
- Accompagnement Molécules onéreuses
- Soutien à l'activité de SMR
- HOPEN
- Délégation complémentaire ex. DG

Le recours au télétravail a été réalisé pour quelques salariés mais reste à la marge compte tenu des activités de l'Association.

Il convient de souligner que des primes « partage de la valeur » ont été attribuées à l'ensemble du personnel en novembre et décembre.

L'évolution du système d'information actée début 2020 continue sa migration sur 2024 et va se poursuivre en 2025 (hébergement dans des nouveaux data centers, nouveaux logiciels pour le contrôle de gestion et RH, ...) et l'élaboration du Schéma Directeur du Système Informatique, ce qui génère de nouvelles charges : des prestations et des honoraires ponctuels.

Faits marquants de l'exercice

Rédaction et mise en place d'un projet associatif et d'un projet de siège, avec une réorganisation territoriale et une structuration des fonctions support transversales (Rh, finance, qualité, communication...).

- Nouvelles autorisations :
 - o Equipe Mobile Déficiants – Adultes
 - o Mas Externalisée ou hors murs
- Réforme de la tarification pour la partie des soins médicaux et de réadaptations (SMR)
- Renouvellement des autorisations pour la partie Sanitaire et Pharmacie de Besançon
- Evaluations des établissements SMS (BFC & PACA) avec mise en place de plan d'actions

Éléments postérieurs à la clôture

Il convient de noter que des décisions modificatives ont été reçues après la production des états financiers et qu'elles ne sont donc pas prises en considération dans les comptes clos au 31/12/2024, celles-ci nous ont été communiquées mi-avril 2025 pour un montant de 102K€.

- o CRRFB, montant : **+127K€**
- o IRFPO, montant : **-20K€**
- o UPPM, montant : **-5K€**

Aucun autre élément majeur postérieur à la clôture, entraînant des conséquences sur les comptes de l'Association 2024, n'est intervenu.

B. Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément aux règles comptables en vigueur et notamment :

- Aux dispositions du code de commerce
- Aux dispositions du règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général
- Aux dispositions spécifiques du règlement ANC n°2018-06, modifié par le règlement ANC n°2020-08.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Changement de méthode comptable, d'estimation et de présentation : Néant

C. Notes sur le bilan

Immobilisations incorporelles

Les logiciels sont amortis sur une durée variant de 1 à 5 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production (Prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition) ou de revient.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Constructions : 30 à 50 ans
- Agencements, installations : 10 à 20 ans
- Matériels : 5 à 10 ans
- Matériels de transport : 5 ans
- Matériels de bureau : 3 à 10 ans
- Mobilier : 3 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Une provision a été constituée, en 2019, sur un investissement défectueux (sols intelligents) et qui ne peut être démonté. Une reprise est effectuée au fur et à mesure de la constitution de l'amortissement de ce bien.

Les tableaux de variations des immobilisations et des amortissements figurent en annexe à ce document

Des immobilisations en cours (**1 391K€**) ont été constatées à hauteur des travaux réalisés ou des investissements acquis sur la base des factures émises par les fournisseurs et non encore mis en service au 31/12/2024. C'est le cas, pour les travaux du nouveau plateau technique à Besançon (**249K€**), le bord de mer à Hyères (**740K€**), réhabilitation des extérieurs et toiture de la résidence (**171K€**), projet ESMS numérique DUI (**203K€**) et autres divers pour **28K€** à la clôture.

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Le solde de la créance dite « Article 58 » figure en immobilisation financière, et, est totalement dépréciée pour donner suite à l'impossibilité de se faire payer cette créance en dehors de la fermeture définitive des établissements concernés par ladite créance.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Désignation	Capitaux propres (2024)	Quote-part du capital détenu	Résultat du dernier exercice 2024
- Filiales (plus de 50% du capital détenu) SCI Vesontia 25000 Besançon	656 616	99,90%	37 976
- Participation (10 à 50 % du capital détenu)			

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti" pour les achats gérés par les magasins et Coût Moyen Unitaire Pondéré pour les pharmacies.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Cette provision est constituée en fonction du risque encouru, chaque créance ayant fait l'objet d'une appréciation cas par cas.

L'état des créances et des dettes figurent en annexe à ce document

Tableaux des fonds propres et des fonds dédiés

- Les fonds propres :

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	RECLASSEMENTS NOUVEAU REGLEMENT COMPTABLE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	503 681,96					503 681,96
Fonds propres avec droit de reprise	44 827,00					44 827,00
Réserves	27 167 716,93		968 807,39			28 136 524,32
<i>Dont réserves des activités SMS sous gestion contrôlée</i>	<i>12 808 928,49</i>		<i>466 646,92</i>			<i>13 275 575,41</i>
Report à nouveau	-4 361 499,90		-334 739,50			-4 696 239,40
<i>Dont report à nouveau des activités SMS sous gestion contrôlée</i>	<i>231 630,78</i>		<i>531 349,22</i>			<i>762 980,00</i>
Excédent ou déficit de l'exercice	634 067,89		-634 067,89	1 145 834,45		1 145 834,45
<i>Dont résultat des activités SMS sous gestion contrôlée</i>	<i>-64 702,30</i>		<i>64 702,30</i>		<i>-195 422,31</i>	<i>-195 422,31</i>
Situation nette	23 988 793,88		0,00	1 145 834,45	0,00	25 134 628,33
Fonds propres consommables						
Subventions d'investissement	5 908 080,02			401 238,14	-431 507,22	5 877 810,94
Provisions réglementées	1 071 762,61				-45 648,20	1 026 114,41
TOTAL	30 968 636,51	0,00	0,00	1 547 072,59	-477 155,42	32 038 553,68

- Les fonds dédiés :

Les fonds dédiés peuvent constater des subventions d'exploitation publiques (ARS notamment), des contributions financières reçues d'autres organismes (CARSAT, AGIRC Malakoff, AGEFIPH, OETH...) et des ressources liées à la générosité du public (dons manuels, mécénat, legs...).

A la clôture, les ressources non utilisées sont comptabilisées au compte « 689... reports en fonds dédiés » par la contrepartie du compte « 19 ... report sur fonds dédiés ». Au fil des années suivantes, ces fonds sont repris via le compte « 789... reprise sur fonds dédiés » en fonction de leurs utilisations.

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEDIES

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursement	Montant global	Dont fonds dédiés correspondants à des projets sans dépenses au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	852 791,38	44 560,00	60 959,24		836 392,14	199 072,06
- dont Fonds dédiés relevant des activités sociales et médico-sociales	852 791,38	44 560,00	60 959,24		836 392,14	199 072,06
Contributions financières d'autres organismes	679 455,76	18 279,00	51 180,87		646 553,89	
- dont Fonds dédiés relevant des activités sociales et médico-sociales	46 031,44	3 279,00	9 988,07		39 322,37	
Ressources liées à la générosité du public	-				-	
- dont Fonds dédiés relevant des activités sociales et médico-sociales	-				-	
TOTAL	1 532 247,14	62 839,00	112 140,11	-	1 482 946,03	199 072,06

Les fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense aux cours des 2 dernières années reprennent les fonds déjà existants au 31/12/2024. Ils concernent :

- Les établissements d'Olbia (IEM / EEAP / MAS) pour les projets de restructuration et d'extension du bâti.

Provisions pour risques et charges :

Une provision pour risques et charges est constatée lorsque les conditions de constitution sont acquises à la clôture de l'exercice à savoir une sortie de ressources sans contrepartie.

Indemnités de départ à la retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés en fin de carrière.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Age présumé de départ en retraite à 64 ans, sauf pour les personnes ayant plus de 64 ans au 31/12/2024
- Augmentation salariale annuelle : 3%
- Taux de charge en fonction de la situation de chaque salarié
- Taux d'actualisation retenu : 3.5%
- Turn Over
- Table de mortalité

La provision tient compte du fonds constitué auprès d'une assurance pour un montant de 490 462 euros.

Litiges salariaux

Le chiffrage des provisions 2024 a été fait sur la base de l'indemnisation du litige initial, et compte tenu du fond et de la teneur de la plupart des dossiers contentieux en appliquant le principe de prudence. A cette indemnisation, ont été ajoutés une évaluation des rappels de salaire et l'article 700 ainsi que des intérêts de retard.

Provisions réglementées

Des provisions réglementées pour renouvellement d'immobilisations existent pour les établissements sanitaires (essentiellement IRFPO). Ces provisions, dans les établissements médico-sociaux, ont été retraitées en 2020, conformément à la réglementation.

Par ailleurs, des provisions pour différence sur réalisation d'actif ont été constituées au fil des années.

Figurent en notes annexes à ce document :

- Le détail des charges à payer
- Le détail des produits à recevoir
- Les éléments relevant de plusieurs postes du bilan

D. Notes sur le compte de résultat

Détail des produits d'exploitation

PRESTATIONS DE SERVICES- CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS

	France	Etranger	Total
Prestations de services, concours publics et subventions		0	0
se décomposant en :			
Produits de financement des activités SSR	13 898 429		
Dotations globale sanitaire, MIGAC, forfait IFAQ	15 679 859		
Dotation globale médico-social	22 252 832		
Forfaits journaliers SSR et ETs médico-sociaux	1 072 460		
Produits des tarifications non pris en charge par SS et tickets modérateurs	551 563		
Prix de journée hébergement Résidence autonomie	1 321 901		
Majoration chambres individuelles	759 966		
Autres prestations	368 367		
Dons	9 255		
Contributions financières	18 279		
Subventions	364 770		
Total	56 297 681	0	56 297 681

Résultat effectif

L'Association Les Salins de BREGILLE relève essentiellement de 2 champs d'activités réglementées : le sanitaire et le médico-social. Il est à noter, qu'elle a des activités sous gestion propre (Association et la Résidence autonomie). Les résultats des établissements sanitaires sont proposés à l'ARS et acceptés, en général, tels qu'affectés par l'Assemblée Générale.

Pour les établissements relevant du médico-social, ayant signé un CPOM, l'affectation est libre à la fin de chaque exercice sous réserve d'atteinte des objectifs annuels.

Le siège n'a pas signé de CPOM, il dépend des quotes-parts refacturées à tous les établissements. Son résultat et l'affectation de ce dernier, s'ils peuvent être estimés sous contrôle du tiers financeur, ne sont pas validés en tant que tels par les ARS.

Une nouvelle terminologie est utilisée pour les établissements médico-sociaux, il s'agit du « résultat effectif » qui comporte le résultat comptable et les reprises des résultats antérieurs.

Le tableau ci-après reprend les éléments qui n'ont pas encore fait l'objet d'une notification d'affectation de la part de l'autorité de tarification, à savoir l'ARS pour nos 2 secteurs médicaux-sociaux.

L'excédent ou déficit effectif global correspond au résultat corrigé des augmentations de contributions financières de l'ARS finançant les déficits des exercices antérieurs, ou, des diminutions de contributions financières de l'ARS reprenant les excédents des exercices antérieurs des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée. A savoir, le siège (avec son statut très particulier), les établissements médico-sociaux BFC et PACA (hors résidence autonomie).

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'Association				2024	2023
RESULTAT COMPTABLE				1 145 834,45	634 067,89
Reprise du résultat antérieur				-5 081 347,76	-4 746 608,26
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL				-3 935 513,31	-4 112 540,37
<i>Dont résultat effectif sous gestion propre</i>				-2 873 251,06	-3 712 347,35
<i>Dont résultat effectif sous gestion contrôlée</i>				-1 062 262,25	-400 193,02

E. Autres informations

DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

	Dettes garanties	Montant des sûretés
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédits	3 867 537	211 563
Total	3 867 537	211 563

EFFECTIF AU 31/12/2024 (y.c. absents)

		Personnel salarié	personnel mis à disposition de l' entreprise
Cadres		81	
Agents de maitrise et technicien		24	
Employés		637	
Ouvriers			
total		742	3

Contributions volontaires

Les contributions volontaires en nature, à ce jour, ne sont pas suivies, car très peu importantes.

Pour rappel, les contributions volontaires en nature sont les apports gratuits d'un travail, de biens ou services (bénévolat, mise à disposition de locaux, fourniture gratuite de prestations ...).

Le temps passé par les administrateurs dans leurs missions de gestion, d'administration et leurs participations aux Comités de la Vie Sociale (CVS) ne relèvent pas de ces contributions volontaires.

Transactions effectuées non courantes et non normales

Aucune transaction non courante et non normale n'a été conclue en 2024.

Rémunération des dirigeants

La rémunération totale des trois plus hauts cadres dirigeants au 31/12/2024 s'élève au 386 773 € brut

Le total des avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants au 31/12/2024 est de 26 734 € brut.

Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes pris en charge au titre de l'exercice s'élèvent à 38 311 € TTC.

AC - Immobilisations

Groupe de dossiers : 001 - TOUS DOSSIERS - Périodes de : 01/2024 à 12/2024

Immobilisations	Immobilisations au 31 décembre 2023	Acquisitions 2024	Cessions 2024	Immobilisations au 31 Décembre 2024	Contrôle immobilisations 2024
Immobilisations incorporelles	773 034	18 287	4 134	787 186	773 034
Frais d'établissement					
Frais de recherche et de développement					
Concessions et droits similaires, Brevets, lic., marques et procédés, droits et val. sim.	773 034	18 287	4 134	787 186	787 186
Fonds commercial					
- dont droit au bail					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Total Immobilisations incorporelles	773 034	18 287	4 134	787 186	787 186
Immobilisations corporelles	62 665 519	3 756 356	1 635 904	64 785 971	62 665 519
Terrains	814 649			814 649	814 649
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	37 495			37 495	37 495
Constructions	47 965 014	536 467	204 685	48 296 796	48 296 796
Installations, matériel et outillage techniques	8 311 702	1 177 593	343 996	9 145 300	9 145 300
Autres immobilisations corporelles	4 684 877	228 541	365 867	4 547 552	4 547 552
Immobilisations corporelles en cours	851 782	1 813 755	721 357	1 944 180	1 944 180
Total Immobilisations corporelles	62 665 519	3 756 356	1 635 904	64 785 971	64 785 971
Immobilisations financières	2 864 790	2 124 129	1 031 724	3 957 195	2 864 790
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés	397 512	2 009 641	999 981	1 407 173	1 407 173
Prêts	1 470 852	114 488	31 703	1 553 637	1 553 637
Autres immobilisations financières	996 425		40	996 385	996 385
Total Immobilisations financières	2 864 790	2 124 129	1 031 724	3 957 195	3 957 195
TOTAL IMMOBILISATION	66 303 342	5 898 772	2 671 761	69 530 353	69 530 353

CA Tableau des amortissements					
Groupe de dossiers : 001 - TOUS DOSSIERS - Périodes de : 01/2024 à 12/2024					
Amortissements	Amortissements cumulés 2023	Dotations de l'Exercice 2024	Diminut. Résultant des Sorties Exercice 2024	Amortissements Cumulés 2024	Contôle amortissements 2024
Amortissements des immobilisations incorporelles					
2801 - Frais d'établissement	0	0	0	0	0
2803 - Frais de recherche et de développement	0	0	0	0	0
2804 - Contributions aux investissements communs des GHT	0	0	0	0	0
2805 - Concessions et droits similaires, Brevets, lic., marques et procédés, droits et val. sim.	678 326	56 810	4 134	731 001	731 001
28050000 AMORT LOGICIELS	678 326	56 810	4 134	731 001	731 001
2808 - Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0
Amortissements des immobilisations corporelles					
2811 - Terrains	0	0	0	0	0
2812 - Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	37 495	0	0	37 495	37 495
28120000 AMORT AGENC ET AMENAGEM	37 495	0	0	37 495	37 495
2813 - Constructions sur sol propre	27 514 763	1 476 478	99 422	28 891 819	28 891 819
28130000 AMORT CONST SOL PROPRE	27 514 763	1 476 478	99 422	28 891 819	28 891 819
2814 - Constructions sur sol d'autrui	2 679 860	177 524	51 376	2 806 007	2 806 007
28140000 AMORT CONST SOL AUTRUI	2 679 860	177 524	51 376	2 806 007	2 806 007
2815 - Installations, matériel et outillage techniques	5 524 183	642 149	339 073	5 827 259	5 827 259
28150000 AMORT INST TECHN MAT OUT	5 524 183	642 149	339 073	5 827 259	5 827 259
2818 - Autres immobilisations corporelles	3 373 764	439 669	360 048	3 453 385	3 453 385
28180000 AMORT AUTRES IMMO CORP	3 373 764	439 669	360 048	3 453 385	3 453 385
28182 - dont matériel de transport	0	0	0	0	0
28183 - dont matériel de bureau	0	0	0	0	0
- dont matériel informatique					
282 - Amortissement des immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	39 808 390	2 792 630	854 054	41 746 966	41 746 966

CA Etat des Echéances des Créances et des Dettes

Groupe de dossiers : 001 - TOUS DOSSIERS - Périodes de : 01/2024 à 12/2024

Libellé	Montant brut 2024	à 1 an au plus		à plus d'1 an
CREANCES (a)				
Créances de l'actif immobilisé :				
Créances rattachées à des participations(25-26)				
Prêts (274)	1 553 637	33 325		1 520 312
Autres immobilisations financières (271à 273, etc)	1 415 133			1 415 133
Créances de l'actif circulant :				
Créances clients et comptes rattachés (411 à 418)	2 706 528	2 706 528		
Autres créances clients (4096,4097, etc)	371 578	371 578		
Personnel et comptes rattachés (421.)	211 087	211 087		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux (43 sauf)	34 467	34 467		
Etat et autres collectivités publiques (44 sauf)	82 643	82 643		
Autres				
Charges constatées d'avance (486)	146 770	146 770		
TOTAL CREANCES	6 521 842	3 586 398	0	2 935 444
DETTES (b)		à 1 an au plus	à plus d'1 an	à plus d'5 ans
Emprunts obligataires convertibles (161)				
Autres emprunts obligataires (163)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (164 ..)	3 867 537	540 014	1 359 003	1 968 520
Emprunts et dettes financières divers (165...-17)	56 428	56 428		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (401,403,408)	3 624 536	3 624 536		
Personnel et comptes rattachés (421.)	3 251 041	3 251 041		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux (43 sauf)	3 669 771	3 669 771		
Etat et autres collectivités publiques (44 sauf)	660 772	660 772		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés (269,279,404,405)	389 708	389 708		
Autres dettes (solde créditeur 409, 41, 45, 46, ...)	542 038	542 038		
Produits constatés d'avance (487)	70 702	70 702		
TOTAL DETTES	16 132 533	12 805 010	1 359 003	1 968 520

AC - Provisions pour risques et charges

Groupe de dossiers : 001 - TOUS DOSSIERS - Périodes de : 01/2024 à 12/2024

Provisions pour risques et charges	Montant au 31/12/2023	Augmentations 2024	Diminutions 2024	Montants au 31/12/2024	Contrôle provisions 2024
Provisions pour risques et charges					
151 - Provisions pour risques	1 145 962	957 000	484 772	1 618 189	1 618 189
<i>dont provisions pour litige (c/1511)</i>	295 376		246 834	48 541	48 541
<i>dont provisions pour garanties données aux usagers (c/1512)</i>					
<i>dont provisions pour pertes sur marchés à terme (c/1513)</i>					
<i>dont provisions pour amendes et pénalités (c/1514)</i>					
<i>dont provisions pour perte de change (c/1515)</i>					
<i>dont autres provisions pour risques (c/1518)</i>	850 586	957 000	237 938	1 569 648	1 569 648
<i>dont provisions pour risques d'emploi (c/1516)</i>					
152 - Provisions pour charges sur legs ou dotations	0	0	0	0	0
153 - Provisions pour pensions et obligations similaires (retraite...)	4 052 898	682 732	609 483	4 126 147	4 126 147
155 - Provisions pour impôts (établissements privés)					
157 - Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	31 066		15 835	15 231	15 231
<i>dont provisions pour grosses réparations (c/1572)</i>	15 558		327	15 231	15 231
158 - Autres provisions pour charges	26 633		26 633		
<i>dont provisions pour rémun. pers. handicapées (c/1581)</i>					
<i>dont autres provisions pour charges (c/1588)</i>	26 633		26 633		
TOTAL GENERAL	5 256 559	1 639 732	1 136 723	5 759 568	5 759 568

ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DU BILAN

Eléments relevant de plusieurs postes du bilan	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou des créances représentées par des effets de commerce
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation	
Dettes			
Prêts	140 583		
Autres dettes			
Total dettes	140 583		

DIFFERENCES D'EVALUATION SUR ELEMENTS FONGIBLES

Nature des éléments fongibles	Evaluation au bilan	Evaluation au prix du marché
Comptes à terme (de 3mois à 5ans)	20 926 939	20 926 939
Total	20 926 939	20 926 939

PRODUITS A RECEVOIR

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2024	31/12/2023	
Clients			
Autres créances	466 349		464 891
Disponibilités	591 167		505 001
Total	1 057 515		969 891

CHARGES A PAYER

Charges à payer incluses dans les postes	31/12/2024	31/12/2023	
Emprunts et dettes auprès des états de crédit	3 468		4 247
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 562 687		2 836 125
Dettes fiscales et sociales	4 993 579		4 105 530
Autres dettes	221 082		1 420
Total	7 780 815		6 947 322

PRODUITS ET CHARGES CONSTATES D'AVANCE

Produits constatés d'avance	31/12/2024	31/12/2023	
Produits d'exploitation	70 702		65 635
Total	70 702		65 635

Charges constatées d'avance	31/12/2024	31/12/2023	
Charges d'exploitation	146 770		159 162
Total	146 770		159 162

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Engagements donnés	Montant
Solde de provision non couvert	0